

Dimanche 20 septembre 2026**« Vers une terre promise ? »****Exode 3, 7-8 ; Deutéronome 5, 6-9 ; Romains 8, 14-17 ; 2 Corinthiens 3.17**

Avec l'intelligence artificielle, pour beaucoup c'est la promesse d'une vie nouvelle ; d'une terre promise, non pas où coule le lait et le miel, comme dans la Bible, mais une terre de facilité ; plus besoin de trop réfléchir, plus besoin de se fatiguer. On peut tout demander à l'IA, tout faire grâce à l'IA. Les possibilités sont infinies, les promesses vraiment tentantes ; cela semble élargir nos perspectives, augmenter d'autant notre liberté d'agir.

Mais cette promesse si alléchante tient-elle vraiment la route ? Sommes-nous dans la vérité ou le marketing ?

Alors certes, il y a bien des applications qui peuvent faciliter la vie de Monsieur et Madame tout le monde au quotidien, mais ceux qui connaissent de près les mécanismes de l'IA nous alertent sur le fait que la plupart des applications générées par l'IA ne servent pas d'abord à faciliter la vie des gens mais à générer du profit. On le voit notamment dans le domaine de la finance, très friand de l'IA.

Le peuple d'Israël qui fait l'épreuve de la servitude sous Pharaon crie son désespoir devant Dieu qui le libère et lui promet de l'amener jusqu'à la terre promise, une terre de liberté. Mais pour vivre cette liberté, le peuple a besoin de recevoir la Loi. Sans la Loi, la liberté n'est que vaine, factice ; sinon c'est la Loi du plus fort qui prédomine. Le peuple renâcle, mais c'est au prix de la soumission à une Loi commune (les dix commandements), que la liberté peut être pleinement vécue et la défense des plus vulnérables assurée.

Or aujourd'hui, on est en droit de se poser la question : nous sommes face à un monde nouveau, un monde, nous dit-on, de liberté et d'opportunités sans fin ; mais quelle est la Loi qui va permettre de garantir cette liberté et de nous prévenir du risque de retomber dans une forme de servitude à l'égard de ceux qui contrôlent ces nouvelles technologies ?

La semaine dernière, il y a eu beaucoup d'appel à réguler ces technologies provenant en autre des concepteurs eux-mêmes de ces systèmes. On peut certes douter de leur sincérité et de leur réelle volonté de voir ces technologies qui leur génèrent tant de profits être encadrées. Volker Türk, le haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'Homme a lui aussi avec force à une réglementation. Il a dit : « Nous sommes à l'aube d'un changement irréversible qui nous concerne non seulement nous, mais aussi les générations futures de l'humanité ...face aux

risques sans précédent posés par les systèmes les plus avancés, j'appelle les États et les entreprises à se mobiliser de toute urgence dans le cadre d'instances multilatérales pour définir une voie d'action visant à encadrer les modèles d'IA de pointe ».

Si la dernière fois, nous soulignions combien la question de notre humanité est en jeu, aujourd'hui c'est la question de notre liberté qui est au centre de nos préoccupations (et même selon certains plus alarmistes encore, il en va même de la survie de l'Humanité. Encore une fois, il ne s'agit pas de refuser ces technologies par peur ou obscurantisme ; de toute manière je crains qu'on ne puisse plus reculer, mais d'en apprécier les avantages à l'aune des risques encourus.

Et les risques sont nombreux qui menacent notamment notre liberté.

En premier lieu, on peut se poser la question des ressources. Les technologies liées à l'IA sont extrêmement énergivores et polluantes et contribuent grandement au réchauffement climatique par la quantité de CO2 qu'elles rejettent dans l'atmosphère. Mais la question va vite se poser de l'usage des ressources lorsque celles-ci viendront à manquer. Pensons à l'eau pour commencer. Faudra-t-il donner l'eau en priorité à l'agriculture pour nourrir le plus grand nombre ou pour maintenir les systèmes de refroidissement des centres de données ? Nous aurions tendance à répondre pour l'agriculture, sauf que si ceux qui décident sont ceux qui gèrent ces technologies qui est leur source de revenus, ils vont vouloir privilégier leur propre avantage. Le risque est d'autant plus sérieux que le niveau supérieur ici n'est plus l'Etat. Ce n'est plus l'Etat mais quelques puissants groupes privés qui fixent les règles.

C'est vrai pour les ressources, c'est aussi vrai pour l'accès au numérique lui-même. Le pape dans son encyclique souligne la nécessité d'une réflexion commune sur les questions de justice sociale quand on parle du numérique. *« Aujourd'hui, parmi les biens universellement destinés à tous, nous devons également compter les nouvelles formes de propriété : brevets, algorithmes, plateformes numériques, (...). Dans un contexte où la richesse des nations dépend de plus en plus des connaissances et des technologies, quand ces biens restent concentrés entre les mains de quelques-uns, sans formes adéquates de partage et d'accès, il se crée un nouveau déséquilibre contredisant la destination universelle des biens ».*

Un autre risque majeur est celui de la possibilité croissante que l'IA tombe entre de mauvaises mains. L'IA en open source, c'est-à-dire accessible à tout un chacun, est déjà de très bon niveau

; elle est facilement utilisable par des personnes malveillantes. Il y a là aussi un grand risque de se faire piéger.

Mais le risque le plus grand est peut-être celui de la dangerosité du système lui-même. Certains appellent cela « la boîte noire », c'est-à-dire le fait que les algorithmes sont prévus pour se développer par eux-mêmes, et parfois même hors de tout contrôle. Des IA sont déjà programmées pour prendre des décisions par elles-mêmes, à notre place. La question qui se pose est à nouveau celle du niveau de délégation que nous sommes prêts à concéder (par exemple dans les processus de recrutement où c'est dorénavant l'IA qui le plus souvent sélectionne les dossiers). C'est la machine qui décide ! Jusqu'où sommes-nous prêts à accepter que l'IA prenne des décisions à notre place ? La question est d'autant plus importante quand on sait que derrière ces algorithmes, il n'y a pas d'abord une recherche de paix et de bien-être, mais une logique de rendement et de profit. Nos pensées, nos décisions ne risquent-elles pas d'être « algorithmées », c'est-à-dire devenues dépendantes de ce que l'IA nous propose ou formate pour nous. On le voit déjà avec les réseaux sociaux qui sont à même d'influencer de manière significative notre pensée et notre perception de notre environnement tant au niveau personnel que collectif. Nous risquons de devenir de plus en plus captifs de ce qu'on nous propose et plus capables de réfléchir par nous-mêmes.

Beaucoup de sommités en la matière nous alertent sur ce risque de perte de liberté et d'autonomie de pensée au profit d'une pensée unique générée par ceux qui génèrent ces systèmes et en tirent profit.

Il serait donc plus que nécessaire comme le dit de pape, selon sa belle formule, de « désarmer l'IA » ; c'est-à-dire d'introduire dans le système même de l'IA des valeurs qui en quelque sorte peuvent éduquer le système pour l'orienter vers des réponses plus en phase pour la recherche du bien-commun. Mais quelles valeurs et selon quels critères ? Aujourd'hui, on en est loin. C'est plutôt tout le contraire qui se joue avec une sorte de fuite en avant mortifère des géants de la tech, qui même s'ils reconnaissent tous plus ou moins les impasses dans lesquelles nous conduit cette fuite en avant et les risques majeurs que cela induit, ne peuvent se résigner à ralentir au risque d'être dépassés par les concurrents et donc de perdre d'importants moyens financiers. Ces avancées qui, en nous proposant de nous faciliter la vie, de fait nous abrutissent au point que nous risquons de finir par nous-mêmes d'accepter de renoncer à notre liberté.

Il est donc urgent que notre société reprenne la main et refuse de céder le contrôle de pans entiers de notre vie personnelle et collective à quelques puissants groupes financiers, dont les visées politiques sont souvent liées à des idéologies plus que douteuses pour ne pas dire fascisantes. Encore une fois, il en va de notre liberté.

Le peuple dans le désert a eu besoin de la Loi pour vivre cette liberté, même si les puissants rois d'Israël ont parfois dû accepter à leurs dépens d'y être eux-mêmes soumis !

Mais la difficulté est grande, car aujourd'hui le monde du multilatéralisme est en lambeaux. L'ONU à la dérive et impuissant. Or il faudrait une forme d'ONU pour l'IA qui ose et surtout ait les compétences déléguées par les états pour réguler ces nouvelles technologies. Mais nous en sommes loin. Personne ne semble avoir la possibilité de dicter des règles. C'est comme si les géants de la tech pouvaient avancer dans ce nouveau monde sans foi ni loi et que le meilleur gagne, même si pour ce faire il faut écraser les plus faibles et dilapider les ressources qui appartiennent à l'humanité dans son ensemble.

Cette question de la régulation est d'autant plus importante qu'à l'ère du numérique chaque geste laisse des traces : nos déplacements, achats, lectures, relations, préférences. Un nouveau pouvoir se crée : celui d'orienter nos comportements et d'influencer nos consciences. On peut déjà en voir les effets comme l'influence que cela peut avoir sur le processus démocratique, mais également, pour certaines personnes qui se laissent envahir par l'IA, cela peut influencer jusqu'aux relations que nous avons, nos interactions sociales. Dans la Tribune du 7 septembre, il y avait un article intéressant qui relatait l'expérience d'une journaliste qui avait volontairement accepté de confier toute sa vie à l'IA y compris ses relations personnelles. Elle analysait à quel point on pouvait vite être entraîné et pris en étau.

L'IA est en train de nous priver de notre liberté avec notre consentement ! De nous rendre à nouveaux captifs, sous la coupe de puissants Pharaons. Nous devons refuser que nos vies personnelles et collectives soient ainsi gouvernées indépendamment de notre volonté.

A la différence du serpent qui a tout fait pour nous rendre captifs, sous sa coupe, le Seigneur a tout fait pour nous rendre libres. Il est mort pour nous libérer de tout ce qui nous entrave et ne nous permet pas d'être vraiment nous-mêmes. Encore une fois, sans refuser par principe les avancées technologiques, ne nous laissons pas appâter trop vite par des promesses trop alléchantes pour être vraies. L'IA n'est pas une terre promise ; elle est comme toute terre nouvelle, une terre pleine de promesses et de potentialités, mais aussi une terre de tous les

dangers. Comme toute secte ou toute dictature essaie en tout premier lieu de nous priver de tout discernement en nous obligeant à consommer du prêt-à-penser uniformisé, ce même risque existe avec l'IA. Nous devons donc nous méfier et tout faire pour préserver notre liberté de penser et d'agir, seul moyen de garantir un ordre social juste et équitable. Comme l'écrit le pape Léon XIV, et je terminerai par cette belle citation : *« À l'ère du numérique, un ordre social juste est celui qui garantit à tous un accès équitable aux opportunités, protège les plus petits et les plus fragiles, lutte contre la haine et la désinformation, et soumet l'utilisation des données et des technologies à un contrôle public, afin que le critère ne soit pas uniquement le profit, mais la dignité de chaque personne et le bien des peuples. »* Amen

Pasteur Emmanuel Fuchs

Paroisse protestante Rive Gauche / Genève